

l'élaboration. Nous avons d'abord avancé au GANUPT 80 % de notre contribution de 15 millions \$ pour que l'opération puisse démarrer rapidement. Plus de 500 membres des Forces canadiennes ont par ailleurs participé au contingent du GANUPT à tour de rôle au sein de deux groupes, et ils ont par la suite été rejoints par 100 membres de la Gendarmerie royale du Canada, 50 surveillants d'élections provenant des organismes électoraux du fédéral et des provinces ainsi que des partis politiques nationaux et 12 experts en informatique et en empreintes digitales. Le gouvernement a ouvert une mission d'observation diplomatique à Windhoek, tandis que notre mission à l'ONU a cherché activement des solutions au sein du Conseil de sécurité. Quatre observateurs parlementaires se sont rendus en Namibie en septembre, et ils ont été suivis d'une équipe du Commonwealth dont un Canadien faisait partie et d'un certain nombre d'observateurs d'ONG indépendantes. Le Canada a accordé une aide humanitaire et une aide au développement d'environ 3,9 millions de dollars, y compris 2 millions pour le rapatriement de réfugiés par l'ONU, et 4 000 boîtes de scrutin ont été fournies pour les élections.

L'indépendance de la Namibie a été soulignée à la Chambre des communes et dans tout le Canada, et une délégation parlementaire représentant tous les partis s'est rendue à Windhoek pour participer aux célébrations. Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'un haut commissariat, la levée de toutes les sanctions économiques, la normalisation des échanges commerciaux et des activités financières et l'exemption pour les Namibiens de l'obligation d'obtenir un visa de visiteur. Des visites effectuées par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark, et par la ministre des Relations extérieures et du Développement international, Monique Landry, ont donné le ton aux relations entre les deux pays.

L'aide canadienne au développement au cours de la première année d'indépendance atteindra de 4 à 5 millions de dollars; de ce montant, un million sera affecté au programme d'immunisation de l'UNICEF et un autre million ira au programme d'aide technique du Commonwealth. L'aide bilatérale sera concentrée dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'éducation dans le nord de la Namibie et passera surtout par des ONG canadiennes et locales. Compte tenu des besoins de la Namibie en matière de sécurité, le Canada a accepté de fournir une aide à la formation des forces de police par l'entremise du Commonwealth ainsi qu'une aide modeste en matière de formation militaire.

Le Canada s'est prononcé, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres organisations, pour la réintégration rapide de Walvis Bay à la Namibie. Nous avons prié les deux parties d'engager le plus rapidement possible des négociations productives sur la question.